

## **TADJIKISTAN**

République du Tadjikistan

CAPITALE : Douchanbé

SUPERFICIE : 143 100 km<sup>2</sup>

POPULATION : 6 054 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT : Imamali Rakhmonov

CHEF DU GOUVERNEMENT : Iakhie Azimov, remplacé par Akil Akilov le 20 décembre

LANGUE OFFICIELLE : tadjik

PEINE DE MORT : maintenue

## **TADJIKISTAN**

**Des membres de partis d'opposition ont été victimes de manœuvres de harcèlement et d'intimidation de la part des autorités. La peine capitale continuait d'être appliquée. Au moins 15 personnes ont été condamnées à mort et on a appris que deux exécutions avaient eu lieu. Les chiffres réels étaient vraisemblablement beaucoup plus élevés.**

### **Contexte**

Un référendum constitutionnel a été organisé en septembre. Il s'est traduit par un renforcement des pouvoirs du chef de l'État et l'autorisation des partis politiques d'inspiration religieuse.

Une élection présidentielle a eu lieu au mois de novembre, après un compromis de dernière minute avec l'Opposition tadjike unifiée (OTU). Le président sortant, Imamali Rakhmonov, a été réélu à une écrasante majorité, tandis que les partis d'opposition dénonçaient une fraude électorale massive. Sur les trois candidats initialement présentés par l'opposition, deux avaient été invalidés par la Cour suprême au mois d'octobre. Le troisième, Davlat Ousman, du Parti de la renaissance islamique (PRI), avait finalement décidé de ne pas se présenter et avait demandé que son nom soit retiré des bulletins de vote, ce qui n'a pas été fait.

Après la décision de la Cour suprême de refuser la candidature aux présidentielles de Safiddin Touraev, du Parti de la justice, et de Sultan Kouvvatov, du Parti démocrate (Programme de Téhéran), l'OTU a quitté la Commission de réconciliation nationale (CRN), organe chargé de mettre en œuvre les accords de 1997 entre le gouvernement et l'OTU, qui ont officiellement mis fin à cinq années de guerre civile au Tadjikistan. Ce départ suspendait de fait le processus de paix. Quelques heures avant le début du scrutin, le chef de l'opposition, Saïd Abdullohi Nouri, a annulé son appel à boycotter les élections en échange de la libération de 93 prisonniers détenus depuis la guerre civile et d'un certain nombre de concessions majeures à l'approche des élections législatives, prévues en l'an 2000. L'OTU a réintégré la CRN au moins 18 partisans du mouvement, sur les 93 prisonniers devant être libérés, ont été relâchés avant la fin de l'année 1999.

L'action des partis d'opposition a été entravée tout au long de l'année. Le Parti agrarien et le Parti de l'unité nationale ont été interdits, tandis que d'autres partis politiques n'ont pas été officiellement reconnus. Un certain nombre de membres de partis d'opposition ont été inculpés par le gouvernement d'infractions à la Loi sur les formations politiques et auraient fait l'objet de menaces et de manœuvres de harcèlement de la part des autorités. Les médias étaient toujours soumis à des restrictions. Les journalistes indépendants étaient victimes de harcèlement, d'intimidation et de violences. Les journaux indépendants étaient confrontés à l'arbitraire des imprimeries d'État, qui pouvaient refuser de les imprimer sous un prétexte ou un autre. Aucune station de radio indépendante n'était autorisée à émettre.

La violence politique, notamment les enlèvements et les homicides, est restée vive pendant toute l'année. Parmi les personnes tuées pour des raisons manifestement politiques en 1999 figuraient Talib Boboev, ancien substitut du procureur général, Safarali Kendjaev, président du Parti socialiste du Tadjikistan ainsi que du Comité parlementaire pour la législation et les droits humains, et Djoumakhona Khotami, fonctionnaire du ministère de l'Intérieur.

### **Peine de mort**

La peine de mort continuait d'être appliquée. En vertu du Code pénal de l'ancienne République soviétique du Tadjikistan, 15 infractions étaient passibles de la peine capitale.

### **Condamnations à mort**

✓ Makhmoud Nadjimiddinov, Abdoumannon Kholmoudminov et Iourabek Ravchanov ont été condamnés à mort à la fin du mois de décembre par le tribunal régional de Khatlon pour, entre autres, terrorisme, homicide et contrebande d'armes. Davlatali Houssenov et J. Khodjaïev ont également été condamnés à la peine capitale par ce même tribunal, après avoir été reconnus coupables d'organisation d'un groupe armé clandestin et d'une série d'autres infractions (homicide, vol qualifié et viol, notamment). Ces hommes étaient, selon certaines informations, des partisans de Makhmoud Khoudoïberdiev reconnus coupables d'avoir pris part à des actes de violence politique perpétrés en novembre 1998 à Qurghonteppa, chef-lieu de la région de Khatlon, dans le sud du pays, ainsi que dans la région de Leninabad, dans le nord.

### **Exécutions**

On a appris que deux exécutions avaient eu lieu en 1999. Toutefois, le nombre réel d'exécutions était vraisemblablement beaucoup plus élevé. Ces informations semblaient confirmer que le Tadjikistan avait mis fin au moratoire de fait qui avait été signalé sur les exécutions.

✓ De sources non officielles, on indiquait que Bakhrom Sodirov, frère du chef de guerre Rezvon Sodirov, avait été exécuté à la fin du mois de janvier 1999. Bakhrom Sodirov avait été condamné à mort en octobre 1998 pour avoir organisé l'enlèvement de membres de la MONUT en décembre 1996 et en février 1997. Bien que son exécution n'ait pas été publiquement confirmée par les autorités tadjikes, Amnesty International a appris que le procureur général avait reconnu en mars avoir adressé au président de la République un compte rendu écrit de la mort du condamné.

✓ On a appris en avril, de sources non officielles, qu'Abdoulkhafiz Abdoullaïev, frère cadet de l'ancien Premier ministre Abdoumalik Abdoulloджanov (chef du Bloc de la renaissance nationale, formation d'opposition basée à Khoudjand), aurait été exécuté fin novembre 1998. Des informations antérieures avaient pourtant indiqué que son recours en grâce n'avait été rejeté qu'à la fin du mois suivant. Abdoulkhafiz Abdoullaïev avait été condamné à mort en mars 1998 à l'issue d'un procès apparemment non équitable. Il était accusé d'avoir pris part à une tentative d'assassinat contre le président Rakhmonov au mois d'avril 1997. Abdoulkhafiz Abdoullaïev souffrait d'un cancer en phase terminale et de nombreux observateurs craignaient qu'il n'ait pas reçu en détention les soins que son état exigeait.

### **Traités ratifiés ou signés en 1999**

Pacte international relatif aux droits civils et politiques et son Premier Protocole facultatif.

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.